

REPUBLICQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**47^{ÈME} SESSION DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
DES NATIONS UNIES**

RAPPORT SUCCINCT ET DE MISSION

Février 2009

Du **04 au 13 février 2009**, la délégation sénégalaise conduite par Madame Awa NDIAYE, Ministre de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro Finance a participé aux travaux de la 47^{ème} Session de la Commission du Développement Social.

Le thème prioritaire relatif à l'intégration sociale a été largement examiné et débattu tant au niveau politique qu'au plan stratégique, en étroite collaboration avec l'élimination de la pauvreté, le plein emploi et le travail décent pour tous.

Dans le cadre du suivi du Sommet pour le Développement Social et de la 24^{ème} Session extraordinaire de l'Assemblée Générale, l'ordre du jour a également pris en charge les points suivants :

1. Examen des plans et programmes d'actions pertinents des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux ;
2. programme d'action mondial concernant les personnes handicapées ;
3. programme d'action mondial pour les jeunes ;
4. Plan d'action mondial de Madrid sur le vieillissement (2002) ;
5. Questions politiques et programmes concernant les familles.

Consécutivement au rapport du Secrétaire Général, à l'instar des autres pays représentés, Madame Awa NDIAYE, Ministre de la Famille, de la Solidarité Nationale, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro Finance est intervenue dans le débat General, au nom du Sénégal.

Après avoir apprécié positivement le rapport du Secrétaire Général sur l'intégration sociale, souscrit aux conclusions et recommandations formulées à cet effet, Madame le Ministre a également endossé la déclaration du représentant du Soudan au nom du groupe des 77 et de la Chine ainsi que la position commune africaine sur l'intégration sociale.

En outre, elle a tenu à rappeler l'adhésion du Sénégal aux dix engagements adoptés au Sommet de Copenhague. Sous le double rapport de ses engagements et de la

pertinence du thème prioritaire, la politique d'essence humaniste du Président de la République, Son Excellence Maitre Abdoulaye WADE a été décliné aux niveaux institutionnel, stratégique et programmatique.

Fondée sur les principes directeurs de justice sociale, de bonne gouvernance, d'approche inclusive, de démarche partenariale et d'autonomisation, la politique sociale du Sénégal est centrée sur la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, le chômage, la promotion des services sociaux de base pour l'accès à l'éducation et à la santé, l'égalité et l'équité de genre au profit des groupes sociaux les plus vulnérables que sont les enfants, les femmes et les personnes âgées.

A cet effet, des politiques sectorielles et mécanismes institutionnels ont été promus et mis en œuvre, notamment :

- La création du Fonds National de Promotion de la Jeunesse ;
- La mise en place de l'Office National pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue ;
- Le Projet Crédit pour les Femmes, le Fonds National pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin, le Fonds d'Impulsion à la Micro Finance ;
- Les Programmes RBC, VRS et PAPA ;
- La Promotion de l'Education et de la Santé pour tous
- Le Centre GINNDI, le Projet de Lutte Contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants, le Projet EVF/Daaras et l'Office National des Pupilles de la Nation.

Le Ministre n'a pas manqué dans sa conclusion de souligner fortement l'importance stratégique de la lutte contre la pauvreté et le sous emploi dans tout processus d'intégration sociale.

Madame le Ministre a par ailleurs participé à la table ronde sur « *politics of change, achieving sustainable social development of africa* ». Au regard de l'environnement économique et financier qui affecte plus durement les groupes défavorisés, elle a signalé l'extrême urgence de la cohésion sociale et de l'intégration sociale. Dans cette optique, les Etats de l'Union Africaine doivent plus que jamais promouvoir une

politique commune tournée vers l'autonomisation et l'autopromotion des groupes sociaux les plus vulnérables.

En tout état de cause, le Sénégal s'est déjà engagé dans cette trajectoire comme en attestent la mise en place de mécanismes institutionnels simples et adoptés ainsi que les initiatives novatrices comme la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance. Madame le Ministre a tenu aussi un plaidoyer en faveur du renforcement des instituts africains de recherche sociale, en vue d'accompagner et d'éclairer sur le plan scientifique les changements de politiques sociales souhaitées.

Pour l'essentiel, les principales questions et suggestions soulevées dans le débat général sur la problématique de l'intégration sociale tournent autour de :

1. La Crise Economique et ses Conséquences sur les Groupes Vulnérables

- Créer un cadre de réglementation et de régulation des marchés ;
- Eviter le protectionnisme au détriment des plus pauvres ;
- Réagir de façon concertée à la crise systémique ;
- Créer un système d'alerte précoce.

2. La Reconnaissance d'une Société de Partage basée sur la différence

- Sensibiliser les jeunes sur les phénomènes de société ;
- Impliquer les médias et promouvoir l'éducation notamment les pratiques socioculturelles, l'interdépendance et le respect mutuel.

3. La lutte contre la marginalisation et la réduction de la pauvreté

- Favoriser l'intégration des groupes autochtones
- Cibler les groupes les plus démunis et les plus vulnérables
- Eliminer la discrimination sociale
- Atténuer les tensions entre communautés migrantes et communautés d'accueil
- Prendre en compte la sexospécificité